



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRÊTÉ du 28 AOUT 2019

**maintenant le département des Bouches-du-Rhône en vigilance sécheresse,
déclarant le bassin de la Touloubre Amont en état d'alerte sécheresse,
les bassins de l'Huveaune Aval, de l'Arc Aval et Amont en état d'alerte renforcée sécheresse,
le bassin du Fauge et le Réal de Jouques en état de crise sécheresse**

**Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.211-3, L.215-7 à L.215-13, R.211-66 à R.211-70 et R.216-9,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2215-1,

VU le code de la santé publique,

VU le code civil et notamment les articles 640 à 645,

VU le code de procédures pénales,

VU la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 pour la période 2016-2021,

VU l'arrêté cadre n°2019-127 du 23 juillet 2019 approuvant le Plan d'action sécheresse du département des Bouches-du-Rhône,

VU l'arrêté du 23 juillet 2019 déclarant le département des Bouches-du-Rhône en état de vigilance sécheresse et les bassins de l'Arc Amont et de l'Arc Aval en état d'alerte sécheresse,

.../...

VU l'arrêté du 02 août 2019 déclarant les bassins de l'Arc Amont, de l'Arc Aval, de l'Huveaune Aval et du Fauge en état d'alerte renforcée sécheresse,

VU l'arrêté du 09 août 2019 déclarant les bassins de l'Arc Amont et de l'Huveaune Aval en état d'alerte renforcée sécheresse, et les bassins de l'Arc Aval et du Fauge en état de crise sécheresse,

VU les dernières données hydrométriques produites par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

CONSIDÉRANT la situation météorologique et la cinétique de tarissement des cours d'eau,

APRÈS consultation du comité départemental de vigilance sécheresse par courriel du 22 août 2019,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 - OBJET

La zone de la Touloubre Amont passe en état d'alerte sécheresse.

La zone de l'Huveaune Aval est en état d'alerte renforcée sécheresse.

La zone de l'Arc Aval passe en état d'alerte renforcée sécheresse.

La zone du ruisseau Saint Pons (le Fauge) est en état de crise sécheresse.

La zone de l'Arc Amont est en état d'alerte renforcée sécheresse.

La zone du Réal de Jouques passe en état de crise sécheresse.

Le reste du département des Bouches-du-Rhône est en état de vigilance sécheresse.

ARTICLE 2 - COMMUNES RELEVANT DES ZONES D'ALERTE A LA SECHERESSE

Zones d'étiage sensible	Communes
ALERTE Touloubre Amont	Aix en Provence, Aurons, La Barbe, Eguilles, Lambesc, Pélissanne, Rognes, Salon de Provenç, Saint Cannat, Vernègues, Venelles
ALERTE RENFORCÉE Huveaune Aval	Allauch, Aubagne, Carnoux en Provence, Gémenos, Marseille, Mimet, Plan de Cuques, La Penne sur Huveaune, Roquefort la Bédoule
ALERTE RENFORCÉE Arc Aval	Berre l'Etang, Coudoux, La Fare les Oliviers, Lançon de Provence, Rognac, Velaux, Ventabren
CRISE Fauge	Aubagne, Gémenos
ALERTE RENFORCÉE Arc Amont	Aix en Provence, Beaurecueil, Belcodène, Bouc Bel Air, La Bouilladisse, Cabries, Châteauneuf le Rouge, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Meyreuil, Mimet, Peynier, Puylobier, Rousset, Saint Antonin sur Bayon, Saint Marc Jaumegarde, Simiane Colongue, Le Tholonet, Trets, Vauvenargues, Ventabren

CRISE Réal de Jouques	Jouques, Peyrolles-en-Provence
---------------------------------	--------------------------------

ARTICLE 3 - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR LES USAGES DE L'EAU

Le passage en vigilance de l'ensemble du département implique que chaque catégorie d'usagers doit porter une attention particulière à ses besoins en eau et limiter au strict nécessaire sa consommation. Il s'agit notamment de :

- restreindre les usages secondaires (nettoyage des voitures, lavages extérieurs. . .),
- réduire le lavage des voies et trottoirs au strict nécessaire de salubrité,
- réduire les consommations d'eau domestique,
- procéder à des arrosages modérés des espaces verts,
- adapter les plantations aux conditions climatiques de la région,
- anticiper sur les éventuelles restrictions futures.

ARTICLE 4 - MESURES DE LIMITATION DES USAGES DE L'EAU EN CRISE

Les mesures de limitation des usages et des prélèvements d'eau de l'arrêté cadre n°2019-127 du 23 juillet 2019 approuvant le plan d'action sécheresse départemental sont listées au paragraphe 6 et synthétisées dans un tableau en annexe 8 dudit arrêté.

L'objectif général est :

- en alerte : une réduction des prélèvements sur les ressources locales de 20%, avec des mesures spécifiques pour les prélèvements d'eau à règlement agréé.
- en alerte renforcée : une réduction des prélèvements sur les ressources locales de 40%, avec des mesures spécifiques pour les prélèvements d'eau à règlement agréé.
- en crise : la suspension de tous les usages non prioritaires de l'eau issue des ressources locales. Des mesures spécifiques existent pour les usages prioritaires et les usages économes de l'eau.

Les restrictions sont différentes selon que les prélèvements sont issus de la ressource locale ou de la ressource maîtrisée. Des restrictions horaires sont prévues : interdiction entre 9h et 19h pour les arrosages et l'irrigation.

Il est à noter que :

- *aux stades d'alerte, alerte renforcée et crise, le remplissage des piscines privées est interdit, seules la mise à niveau et la première mise en eau des piscines neuves sont autorisées;*
- *spécifiquement pour le Fauge, tous les prélèvements sont interdits exceptés ceux nécessaires au remplissage du réservoir de Défense des Forêts Contre les Incendies et à la demande du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône;*
- *il est conseillé aux ASA de la Fare des Oliviers d'une part, et de Gorde et de Bosque d'autre part, de mettre en place un tour d'eau pour ne pas laisser ouvertes leur prise d'eau sur l'Arc en même temps afin de ne pas faire baisser le débit de l'Arc aval sous le débit réservé.*

ARTICLE 5 - CONTRÔLES ET SANCTIONS

Tout assec de cours d'eau en aval immédiat de prises de dérivation ou à proximité de prélèvements par pompage en nappe d'accompagnement, et ce quel que soit le stade de sécheresse reconnu, constitue une infraction qui donnera lieu à constatation.

ARTICLE 6 - DURÉE D'APPLICATION

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral sont applicables dès sa publication.

La levée du stade de vigilance se fait simultanément pour l'ensemble du département.

La validité du présent arrêté est limitée au 31 octobre 2019, sous réserve d'un arrêté préfectoral de prorogation.

ARTICLE 7 - PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et une copie sera déposée dans les mairies du département et pourra y être consultée.

ARTICLE 8 - EXÉCUTION

Mme la secrétaire générale de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, MM. les sous-préfets d'Aix-en-Provence, d'Arles et d'Istres, Mmes et MM. les maires des communes du département, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône, Mme la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, M. le chef du service départemental de l'Agence française pour la biodiversité, Mme la directrice départementale de la protection des populations, M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours, M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale des Bouches-du-Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale



Juliette TRIGNAT